

La France refuse le développement de la cryptomonnaie de Facebook en Europe

Bruno Le Maire a indiqué que la France refusait d'autoriser le développement "sur sol européen" de la cryptomonnaie de Facebook.

Temps de lecture : minute

12 septembre 2019

Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a annoncé de jeudi que la France refusait d'autoriser le développement "sur sol européen" de la Libra, la cryptomonnaie que Facebook veut lancer en 2020, estimant que "la souveraineté monétaire des États est en jeu".

"Je veux le dire avec beaucoup de clarté: dans ces conditions, nous ne pouvons pas autoriser le développement de la Libra sur le sol européen", a affirmé le ministre, à l'ouverture d'une conférence de l'OCDE consacrée aux défis des cryptomonnaies. "La souveraineté monétaire des États est en jeu", a-t-il assuré dans son intervention, n'hésitant pas à qualifier de "systémiques" les risques que pourraient entraîner cette "privatisation éventuelle d'une monnaie (...) détenue par un seul acteur qui a plus de 2 milliards d'utilisateurs sur la planète".

"Toute défaillance dans le fonctionnement de cette monnaie, dans la gestion de ses réserves pourrait créer des désordres financiers considérables", a estimé M. Le Maire, redoutant également que la Libra se substitue à la monnaie nationale dans les États où la devise est faible ou

connaît une forte dévaluation. Le ministre, qui avait déjà émis publiquement ses doutes sur le projet de monnaie virtuelle de Facebook lors du G7 Finances de Chantilly en juillet, a également exprimé ses craintes de voir la Libra échapper au contrôle des États sur le financement du terrorisme.

"Je ne vois pas pourquoi nous portons autant d'attention depuis des années à éviter toute utilisation d'une monnaie pour le blanchiment et pour la lutte contre le financement du terrorisme et qu'une monnaie digitale comme Libra échapperait à ces obligations", a-t-il affirmé. Avec la création annoncée mi-juin d'une monnaie numérique offrant un mode de paiement alternatif aux circuits bancaires traditionnels, Facebook veut bouleverser le système financier mondial. Inspirée de crypto-actifs comme le bitcoin, elle doit toutefois être gérée par un consortium à but non-lucratif. Le projet suscite néanmoins de vives inquiétudes tant de la part des banquiers centraux, des politiques que des autorités de régulation, au regard notamment des risques pour la stabilité financière